
Dans le cadre de la préparation du congrès du PSU, il a été décidé d'ouvrir les colonnes de 2A à des militants qui, sans être membres du PSU, se situent comme nous dans la recherche d'un mouvement alternatif. Cette semaine, deux contributions : la première de Félix Guattari et Dany Cohn-Bendit, l'autre de Georges Labica, philosophe, ancien membre du PCF.

Contribution pour le mouvement

par Félix Guattari et Dany Cohn-Bendit

L'effritement des formes traditionnelles d'organisation politique et syndicale dites de gauche ne peut être séparé des profonds bouleversements sociétaux accompagnant la phase actuelle de ce qu'on pourrait appeler : le capitalisme de la crise et de la restructuration permanente.

Cet effritement est manifeste d'un point de vue quantitatif, mais il ne l'est pas moins d'un point de vue qualitatif. Aujourd'hui, ce sont les idées mêmes d'engagement politique, de concertation en vue d'un progrès social ou, tout simplement, de solidarité humaine la plus élémentaire, qui se trouvent dévaluées, laminées entre les tendances à l'individualisme néo-libéral, au technocratisme, ou au recours à l'Etat-providence.

Ce phénomène tient certainement, pour une large part, au poids renforcé des médias dans l'imaginaire et dans la capacité de jugement des individus. La nouvelle subjectivité mass-médiatisée se tient toujours à distance des problèmes réels de façon à n'en recueillir que des représentations atténuées. C'est ainsi que, pour l'essentiel, elle méconnaît l'importance véritable de questions comme celles de l'environnement, de la décomposition des rapports sociaux élémentaires ou du sort des centaines de millions d'individus condamnés sur cette planète au désespoir et à la famine. L'illustration la plus saisissante de ce paradigme, c'est l'image dont le couple Reagan est le support.



Félix Guattari



Daniel Cohn-Bendit

Rompre avec les formes partidaires anciennes

Pour endiguer un tel déclin de la sensibilité sociale et une telle infantilisation de l'opinion, le recours à des méthodes politiques héritées du XIX^e siècle, ou peu s'en faut, ne saurait s'avérer que de peu d'effet. L'action des Verts allemands nous montre, au contraire, que des retournements partiels, mais significatifs, de cet état de fait peuvent être obtenus, dès lors que se trouvent mises en place de nouvelles pratiques sociales et politiques.

Pas question toutefois de préconiser, ici, un décalque de cet « exemple ». Comme chacun sait, la France n'est pas l'Allemagne, en raison tout particulièrement de sa structure hyper-centralisée. Mais, précisément, la prise en compte de ces différences devrait inciter les « alternatifs » français à expérimenter des formes encore plus novatrices de concertation et d'action que ne le sont celles des *Grünen* qui, d'ailleurs, restent handicapés par certains traits de dogmatisme et par certaines pratiques héritées de leur préhistoire groupusculaire. Il est possible, à cet égard, qu'une utilisation appropriée des moyens télématiques, en cours de généralisation en France, constitue un apport non négligeable¹.

Ces différences entre la France et

1. Signalons qu'une expérience de réseau Minitel au service des différentes initiatives alternatives est en cours de mise en place. Pour tous renseignements s'adresser à la revue « Terminal », 18, rue de Chatillon, 75014 Paris

l'Allemagne étant appréciées à leur juste mesure, il n'en demeure pas moins que la situation entre ces deux pays — et d'ailleurs entre la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest — est tout à fait similaire d'un point de vue strictement quantitatif, à savoir qu'entre 5 et 10% de l'électorat peut y cristalliser autour des thématiques et des pratiques que nous sommes à présent accoutumés de qualifier de vertes et alternatives.

A l'évidence, le lancement d'une formule française en la matière, qui agite nombre d'esprits et remue moult ambitions déçues, présuppose que certaines conditions soient remplies. En premier lieu, que les initiateurs d'un tel mouvement marquent publiquement une rupture critique et pratique avec toutes les formes partidaires d'organisation de type groupusculaire, PCF ou PS. Il s'agit là, on ne saurait trop le souligner, d'une condition sine qua non. Toute tentative qui se présenterait comme le replâtrage déguisé d'un ancien appareil, ou qui se révélerait être sous le contrôle d'un cartel des rescapés de l'après 68 ou de l'après-guerre d'Algérie, serait condamnée par avance.

Remettre en cause la notion de programme

D'un autre côté, le Parti-mouvement ou le Mouvement-parti qu'il s'agit de promouvoir ne devrait pas être conçu comme une forme d'organisation floue, molle, en retrait par rapport aux modes surannés de militantisme que nous venons d'évoquer. Il s'agit, au contraire, d'inventer du neuf plus efficace, dans le contexte social et technologique actuel, que le vieux centralisme démocratique, complètement dévalué, pour s'être systématiquement enlisé dans les leurres idéologiques.

A partir de là, c'est la notion même de programme qu'il conviendra de remettre en question. Le but n'est plus de parvenir à un consensus approximatif sur quelques énoncés généraux, couvrant l'ensemble des problèmes politiques en cours mais, tout au contraire, de favoriser ce que nous appelons une culture de dissensus, œuvrant à l'approfondissement des positions particulières et à une resingularisation des individus et des groupes humains. Quelle ineptie que de prétendre accorder sur une même vision des choses : les immigrés, les féministes, les rockers, les régionalistes, les pacifistes, les écologistes et les passionnés d'informatique ! Ce qui doit être visé, ce n'est pas un accord programmatique gommant leurs différences, mais un diagramme collectif permettant d'articuler leurs pratiques au bénéfice de chacune d'entre elle, sans que l'une s'impose sur l'autre et tout en mettant en place des services et des institutions d'intérêt commun et en les faisant converger sur certains objectifs contingents de luttes émancipatrices et de modification des rapports de force vis-à-

vis des formations conservatrices.

De telles perspectives appellent un système de fonctionnement n'imposant plus une soumission des minorités aux majorités, refusant le principe de la « discipline de vote », et acceptant la multiplicité des appartenances. (On peut très bien concevoir, par exemple, qu'un militant PCF ou PS, en fonction de ses positions pratiques, appartienne de plein droit à l'aire verte-alternative.) De même, les frontières entre l'action politique, l'action syndicale, l'action associative ou de prise en charge des questions de vie quotidienne se trouveront profondément remaniées.

En contrepartie de ces dimensions « mouvementistes », on devra admettre que, sur des problèmes bien délimités, des instances exécutives soient mises en place. Instances responsables, à l'autorité reconnue, disposant de moyens d'action et dont, le cas échéant, les délibérations pourront être tenues secrètes. Bref, des instances centralistes. Il n'y a là de contradiction que dans les têtes coupées des problèmes réels car de quoi s'agit-il ? Qu'un mouvement se donne les moyens de répondre à des tâches diversifiées. Pas besoin d'un Comité central pour régenter des débats géo-politiques, des querelles philosophiques ou des appréciations sur les tendances actuelles de l'art ! Pas besoin d'une direction centrale pour développer des réseaux de communication et d'échange entre des initiatives locales et sectorielles ! En revanche, dès qu'il s'agit de s'affirmer sur la scène des médias dominants ou dans les arènes parlementaires, il est évident qu'il convient de former des spécialistes, des « pros », d'un nouveau genre, prémunis contre les jeux narcissiques du pouvoir.

Sur ce point, les remèdes auxquels les *Grünen* ont recouru, en particulier la rotation des mandats, ne nous paraissent pas convaincants, ils nous semblent même présenter plus d'inconvénients que d'avantages. Ce n'est pas par des « trucs » de ce genre qu'on fera avancer le nécessaire processus de ré-invention de la démocratie.

On n'y parviendra que si, par ailleurs, tout y concourt : la diversification et l'enrichissement des intérêts quotidiens, culturels, de solidarité, d'éthique et d'esthétique collectives. La société globale évolue à grande vitesse sur des voies de plus en plus ségré-gatives. Il appartient au futur mouvement Vert-alternatif d'éclairer la face cachée du socius qui recèle encore de multiples potentialités de re-cristallisation des désirs, de restructuration des intentionnalités, hors des actuelles ornières mortifères.

• *Les intertitres sont de la rédaction*

Réunifier les travailleurs, favoriser le rassemblement le plus large de tous

par Georges Labica

Nous avons à prendre en charge ce qui ne se fait pas ailleurs, dans ce que l'on appelle encore la gauche.

1. Bilan

Celui de ladite gauche et de son échec. Dans une conjoncture politique exceptionnelle et même historiquement inédite, la gauche, en 1981, a eu la possibilité d'engager un changement profond, qualifié par Mitterrand lui-même de « rupture avec le capitalisme ». Ce changement, s'il n'était pas en effet homogène à la majorité électorale (ce dont on nous a rebattu les oreilles pour justifier toutes les démissions), n'en correspondait pas moins à la volonté expresse de la majorité de cette majorité : les travailleurs, qui, pour la première fois depuis plusieurs décennies, se trouvaient en situation d'exercer le pouvoir. Or, en cinq ans, PC et PS, puis PS seul, n'ont rien fait d'autre que gérer le capitalisme, opposant leur chirurgie douce à la chirurgie brutale de la droite.

Les conséquences parfaitement visibles aujourd'hui sont triples et, à l'évidence, indissociables les unes des autres.

Elles sont **économiques**. Il s'agit d'adapter la production et la consommation aux processus de restructuration en cours du capitalisme, que l'on appelle fallacieusement la crise ; d'où le taux de chômage qui n'a cessé de croître et que l'on déclare « incompressible », la flexibilité et l'insécurité de l'emploi, les désindustrialisations qui frappent des régions entières ; à l'échelle de l'Europe, la répression anti-ouvrière, la planification du gaspillage, les mesures discriminatoires envers les immigrés. La réhabilitation de l'entreprise et du profit, l'exaltante perspective pour les jeunes de se partager en « gagnants » et « perdants », il fallait le faire.

Elles sont **politiques**. Sur le plan interne, l'absence de mise en question des institutions a renforcé le centralisme étatique et professionnalisé la politique. Les travailleurs n'ont jamais été, malgré les bruyants ralliements du PC, du PS, de la CFDT et de la CGT à l'autogestion, si peu consultés que pendant ces cinq ans. L'atteinte aux conquêtes sociales, assortie d'une véritable culpabilisation, porte ses fruits sous



Georges Labica

nos yeux. Règne du secret, militaire et atomique, de l'affaire de Greenpeace aux otages du Liban. Sur le plan extérieur : reconduction de la politique impérialiste, aventures néo-coloniales, de l'indécente approbation de l'intervention anglaise aux Malouines à l'accueil de Duvalier et au lâchage du Nicaragua ; en fait, sous-traitance et inféodation à l'hégémonisme US.

Elles sont **idéologiques**. La gauche a fait accepter la fatalité de la crise, la renonciation à l'idée même du changement social, la dépolitisation et la trahison des clercs. D'où le consensus, depuis devenu celui de la trouille, et les beaux jours de la cohabitation, où chacun trouve son compte ; d'où les petits

boulots célébrés par un Maire et l'installation dans l'assistance : d'un côté, 8 millions de pauvres — record européen —, de l'autre les restaurants du cœur ; pour ne rien dire des abêtissements médiatiques.

Ce bilan, ni le PS, ni le PC ne veulent le tirer. Le premier n'est plus qu'une machine électorale, traversée d'ambitions contradictoires, qui s'est avérée incapable d'organiser quelque opposition que ce soit, face à la droite, autre qu'institutionnelle, parlementaire ou juridique. Le second affecte de croire à une mauvaise passe, autopréserve indéfiniment une direction et un fonctionnement faillis et ne craint pas d'en appeler, avec 6 % !, à un « rassemblement populaire majoritaire ».

2. Un projet.

Le consensus s'est aujourd'hui également fait, à gauche, sur le désaveu de tout projet politique et l'apologie de l'empirisme. Rocard en a carrément élaboré la théorie et Marchais assure que le socialisme « n'est pas pour demain ». Ne reste plus que l'alternance dont on mesure les résultats, depuis mars 86, avec le développement, dans tous les domaines sans exception, **de la politique de classe la plus délibérée**.

Or, c'est une telle politique précisément qui met à l'ordre du jour la nécessité du socialisme. La preuve a été désormais concrètement établie qu'aucun réformisme n'engagera quelque rupture que ce soit, mais seulement « le sale boulot », comme disait

Fabius. La gauche a eu ce mérite : faire voir aux plus myopes que la structure capitaliste était en question et qu'elle récupérerait à son profit tous les aménagements. Son maintien aggraverait nécessairement tous les phénomènes négatifs rappelés ci-dessus, dont la fascisation rampante, sur le plan national, n'est pas la pire, si l'on pense aux possibles aventures militaires, à la condamnation à la misère et à la faim de la plus grande partie de l'humanité et à la destruction du milieu naturel.

Il ne faut pas craindre, d'autre part, de dire qu'un pays comme le nôtre, de par sa socialisation du travail, son exercice ancien des droits et des libertés, sa conscience ouvrière et ses pratiques démocratiques, est plus près du socialisme que ne le sont les pays qui s'en réclament, d'un socialisme évidemment de facture tout à fait nouvelle.

Jamais comme aujourd'hui, l'élaboration d'un programme politique de transition n'a été aussi urgente et aussi nécessaire. Elle suppose le courage politique, qui a totalement fait défaut jusqu'ici à gauche, des remises en question les plus radicales, au premier chef du schéma productiviste, de la nucléarisation, du surarmement et des impérialismes. Elle exige un autre type et un autre exercice du pouvoir, celui des travailleurs et des dominés en général, une autre gestion et une autre répartition économiques, des formes sans précédent de solidarités nationales et internationales, la fin de l'exploitation, la paix. L'alternative, c'est cela, tout cela.

3. Une perspective immédiate.

La création d'une dynamique de masse, même si elle paraît largement utopique, est indispensable. Elle concerne l'ensemble des forces politiques qui, d'une façon ou d'une autre, se sont réclamées de la gauche

ou ont cru se reconnaître en elle, PC, PS, PSU, extrême gauche, mouvements associatifs, pacifistes, féministes, écologistes, antiracistes, etc., et, bien au-delà, une opinion encore anesthésiée.

A condition de renoncer aux a priori, aux recettes, aux chapelles et aux divisions intestines qui font le jeu de la classe dominante et confortent son idéologie. A condition de bien percevoir à la fois qu'aucune organisation actuelle, qu'elle soit politique ou syndicale, n'est capable de prendre en charge une telle dynamique et que cependant l'abandon de la forme-parti n'est pas de saison, ni la constitution d'une nouvelle organisation.

La forte parole de Gramsci : « les organisations ne recouvrent pas et ne peuvent pas recouvrir tout le pululement multiforme des forces révolutionnaires que déchaîne le capital », n'a rien perdu de sa vérité. Cela veut dire que la dynamique alternative devra, dans un premier temps, favoriser le rassemblement le plus large de tous, organisés ou non, attachés à telle ou telle mouvance ou les refusant toutes, sans exiger quelque renoncement que ce soit. La finalité immédiate en est claire. Rendre sa puissance d'attraction à l'idée de changement, c'est, de façon prioritaire, s'employer à la réunification des travailleurs, que la crise atomise économiquement, politiquement et idéologiquement, engager et soutenir activement toutes les luttes contre l'ordre capitaliste existant.

La réflexion, quant à elle, sur les transformations en cours du procès de travail, la recomposition du travailleur collectif et l'avènement de nouvelles couches sociales, ne saurait en être un préalable ; elle en est au contraire étroitement dépendante. La pratique et la théorie, une fois de plus, s'y assureront l'une l'autre.